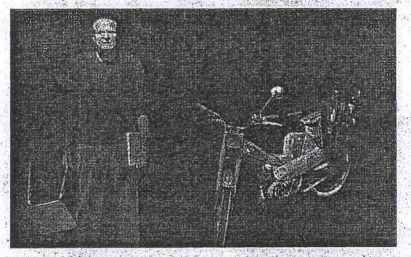
URGENCES. Gendarmerie. Tél. 17. **Pompiers.** Tél. 18. **Samu.** Tél. 15. **Médecin de garde.** 05.55.41.82.02. **Pharmacie de garde.** Tél. 32.37.
LOISIRS. Piscine. Tél. 05.55.63.17.95. Ouverte de 17 heures à 19 h 30. **Bibliothèque municipale.** Fermée. **Cinéma L'Éden.** « Il était une fois en Anatolie » à 21 heures (VO). Tél. 05.55.63.19.06 ou 05.55.63.79.11.

MOTOBÉCANE, UN MONOLOGUE À VOIR SUR SCÈNE VENDREDI SOIR



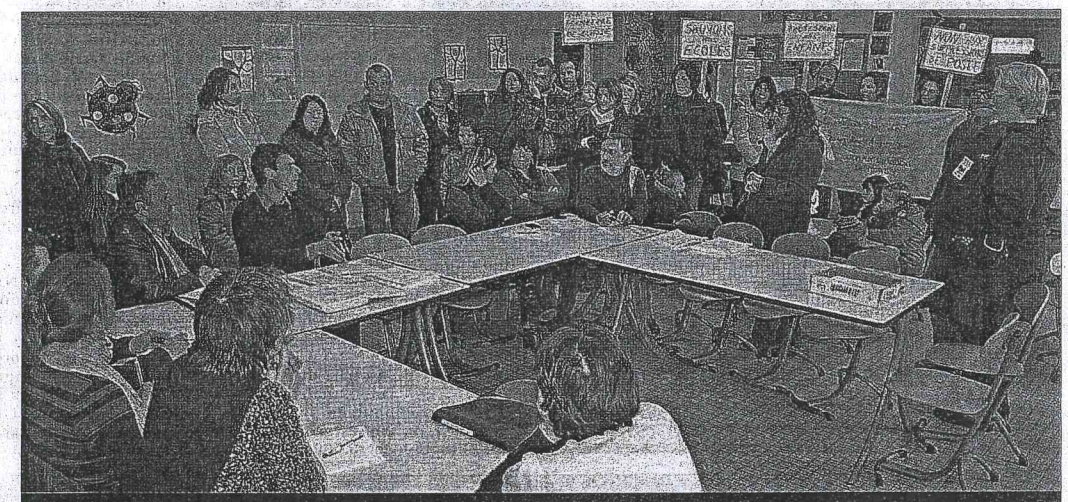
THÉÂTRE. Un homme séul et sa mobylette bleue. Bernard Crombey est à la fois auteur dramatique et comédien. Formé au cours Simon où il obtient le premier prix en 1971, il rejoint le Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris où il remporte le Prix de comédie moderne et classique. Depuis, il joue au théâtre et au cinéma pour des metteurs en scène prestigieux.
Motobécane est une production maison, la sienne, d'après le roman *Le Ravisseur* de Paul Savatier. Ce monologue raconte un prisonnier accusé à tort, qui a dû abandonner sa mobylette bleue pour une cellule. À voir absolument, vendredi 24 février, à 20 h 30, au Centre culturel Yves-Furet. ■

La Souterraine ➔ Vivre sa ville

MANIFESTATION ■ Toutes les écoles de la ville seront occupées, aujourd'hui, par les parents d'élèves en colère

La révolte gronde contre la carte scolaire

Depuis deux jours, les ronds points et les bâtiments publics de La Souterraine arborent de multiples banderoles où s'écrit la colère des parents d'élèves des écoles primaires.



PERTURBATION. Le conseil d'école a été envahi en début de séance.

Si le mouvement contre le projet de carte scolaire pour la rentrée 2012 a débuté depuis plusieurs semaines à Azerables, il est depuis peu relayé dans la ville de La Souterraine. La contestation n'est plus la même. La cité de l'ouest Creuse nous a habitués aux défilés, aux manifestations, aux occupations de lycée ou d'usine ou de voies ferrées derrière les drapeaux siglés CGT... Rien de tout cela.

Une base exaspérée de parents qui viennent défendre leur école maternelle

Non que la CGT ne se sente pas concernée ni impliquée par le nouveau conflit qui démarre, mais le combat a changé ici, et il promet d'être dur car il provient de la base, une base à fois motivée et insubordonnée, rebelle. Une base exaspérée de parents, jeunes, de tous les milieux sociaux, qui viennent défendre leur école maternelle, les conditions d'accueil de leur bambin à Jules-Ferry, point névralgique de la révolte.

Vendredi, une vingtaine de parents occupait l'école le matin, relayée l'après-midi par un nouveau groupe, profitant de cette première journée d'action pour confectionner les banderoles, les pancartes, les affiches. Ils avaient distribué des tracts la veille, invitant les parents à les rejoindre vendredi soir pour « la réunion de la riposte ». À l'annonce des mesures annoncées par l'Inspection académique, d'autres parents les ont rejoints. Avant la réunion, une vingtaine de parents a perturbé le conseil d'école, pour expliquer les raisons de sa présence et les actions qu'elle entend mener.

Au cours de la réunion qui a suivi, beaucoup d'idées ont été lancées et il n'était plus question seulement de Jules-Ferry, mais de la carte scolaire académique.

« Une fois encore, l'académie de Limoges est particulièrement affectée par les annonces de suppressions d'emplois à la rentrée 2012 : 147 dans le secondaire, 131 dans le premier degré et 12 postes d'administratifs ». Ainsi commence la pétition que les parents font signer depuis plusieurs jours dans les écoles mais aussi dans les lieux publics, les commerces.

Circule dans les rangs un planning de l'occupation des écoles et de toutes les écoles. Il est question du grand carnaval de vendredi prochain, certains ne veulent pas que la manifestation prévue entame le plaisir du carnaval de leurs bambins, les échanges permettent de trouver des compromis sur le sujet.

La semaine s'annonce mouvementée

Par contre, d'autres solutions plus expéditives sont envisagées : bloquer La Croisière le jour des grands départs, occuper les voies ferrées à La Souterraine, etc. « Nous l'avons fait il y a quinze ans, nous sommes prêts à le refaire ». Voilà le climat vendredi soir.

Aujourd'hui lundi, toutes les écoles de la ville sont occupées et la semaine qui s'annonce promet d'être mouvementée d'autant que les élus et les syndicats entendent soutenir ce nouveau combat, et peut-être même le collectif de défense des écoles publiques de la ville, « Sauvez Raymond » : il est possible que l'on revoit le coq de Raymond-Loewy suivi d'une couvée de poussins. ■

Un coup dur pour l'éducation spécialisée et les élèves en difficulté

Cinq postes sont menacés à La Souterraine, dont deux en Rased, ce qui risque de fragiliser plus encore, les élèves en difficulté.

BANDEROLES. Elles fleurissent aux quatre coins de la ville.

Le premier poste menacé de suppression était un poste d'enseignant à l'école maternelle Jules-Ferry. Or, dans la semaine, le tableau annoncé était beaucoup plus sévère puisqu'il s'agissait de cinq postes répartis ainsi : fermeture de la cinquième classe de maternelle à Jules Ferry, fermeture de deux postes d'enseignants au Rased, fermeture d'un poste au CMPP de La Souterraine, enfin fermeture d'un poste de directeur à l'IME La

Sur ces deux derniers, il s'agit de mises à disposition de personnel de l'Éducation nationale à des associations, en l'occurrence l'ADPEP, association départementale des pupilles de l'enseignement public pour le CMPP (un poste d'éducateur menacé) et l'Alefpa pour l'IME La Roseraie, un poste de directeur pédagogique menacé.

Quant au Réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté ou Rased, service interne à l'Éducation nationale, il s'agit de deux postes d'enseignants : le premier intervient sur les écoles de la ville et le second sur le territoire du Pays ouest Creuse. Tous les deux ont pour mission l'accompagnement des enfants en difficulté scolaire à l'intérieur de l'école. Ainsi, ici comme ailleurs en Creuse, c'est tout un pan de l'école et de l'éducation qui est malmené, constatent les enseignants, cette école qui permet aux enfants en difficulté de bénéficier d'une prise en charge adaptée.

Beaucoup s'interrogent alors sur une telle politique inégalitaire dans l'éducation de ces enfants que l'on confiera plus tard à des organismes privés de formation, quand leur échec scolaire les aura conduits au Pôle emploi. ■